

Austérité

Craintes sur l'emploi à France Télévisions

Article paru dans FO Hebdo n°3050

Il manque 200 millions d'euros pour boucler le budget de l'entreprise publique en 2013. Les salariés redoutent un plan social.

L'augmentation de six euros de la redevance audiovisuelle en 2013 vient d'être confirmée par le gouvernement. Pour les 10.000 salariés de France Télévisions, ça ne va pas changer grand-chose. Malgré ces 50 millions d'euros supplémentaires, il manquera encore 150 millions d'euros dans les caisses de l'entreprise publique pour boucler le budget 2013.

Comment en est-on arrivé là? Les recettes publicitaires, affaiblies par la suppression des spots en soirée, vont baisser de 75 à 90 millions d'euros. L'État ponctionne 21 millions d'euros de contribution à la dette. Et la dotation publique pour l'an prochain sera diminuée de 100 millions d'euros. «La situation de l'entreprise est dramatique, l'avenir est très préoccupant et il y aura de la casse, s'alarme Éric Vial, délégué central FO à France Télévisions. Deux cents millions d'euros, c'est l'équivalent de 3.500 postes. Sans une prise de conscience du gouvernement on va droit dans le mur.»

«200 millions d'euros, c'est 3 500 emplois»

Pour serrer la ceinture de la télé publique, le P-DG, Rémy Pflimlin, envisage doré et déjà de multiplier les rediffusions et de réduire l'investissement en matière de créations. Il annonce surtout des «conséquences sévères sur l'emploi». Un plan national de réduction des effectifs prévoit déjà la suppression de 500 postes d'ici à 2015. Un plan de 1.000 départs volontaires en retraite est en cours et un plan de départs volontaires ouvert à tous est en discussion. «Mais si ça ne suffit pas, il y aura aussi un plan social et cette fois ce sont les journalistes qui vont prendre le plus», s'inquiète Éric Vial.

Les antennes en région et outre-mer risquent d'être les premières à faire les frais de l'austérité. Pour terminer 2012 à l'équilibre, un vaste plan d'économies a déjà été mis en place. Et ce sont les locales de France 3 qui sont directement impactées. Plusieurs agences ont fermé durant les vacances de la Toussaint et n'ouvriront pas entre Noël et le jour de l'an. Le pôle Sud-Ouest, qui couvre un grand quart de la France, est le plus touché avec la suspension de tous les journaux locaux.

«Il y a seulement une petite équipe de permanence qui réalise 1 minute 30 d'infos à intégrer dans le journal régional de Bordeaux, au lieu de l'édition locale habituelle de 7 minutes», explique Élise Daycard, déléguée FO basée à l'agence de Pau. Elle craint que ces fermetures ne se renouvellent à chaque retour des vacances scolaires. «Le plus terrible, c'est que nous faisons de très bonnes audiences, c'est contre-productif, poursuit la déléguée FO. Le journal de Pau a gagné 9.000 téléspectateurs l'an dernier et dépasse tous les soirs TF1 en termes d'audience.»

L'appel à la grève le 2 octobre dernier, lancé par FO et un autre syndicat, avait été suivi par 30% des salariés. «Le personnel est à bout, chaque nouveau gouvernement amène sa réforme, ajoute Éric Vial. L'augmentation de l'assiette de la redevance, soutenue par un sénateur PS, a été rejetée par Jean-Marc

Ayrault. On aurait gagné 100 millions d'euros. Il refuse aussi notre proposition de rajouter une heure de pub le soir. Tout ce qui pourrait nous sauver, c'est une décision du gouvernement pour trouver une fois pour toutes un financement pérenne et un fonctionnement adéquat. Mais nous n'avons pas ces décisions politiques et tout est tout le temps remis en cause.»

Jour après jour du 12/11/2012



<http://fovinatier.free.fr/>